

MINISTERE DES FINANCES ET DU
BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

08 AOUT 2025

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2025

INTRODUCTION

La dynamique du principe de redevabilité conduit la Direction Générale du Budget à publier trimestriellement le Rapport d'Exécution du Budget mettant à la disposition des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ainsi que du public les données sur l'exécution du budget.

Le présent rapport fait le point d'exécution du budget au premier semestre 2025 tant en recettes qu'en dépenses.

Il décrit le contexte dans lequel la loi des finances a été élaborée, analyse l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

i) L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES

L'environnement économique national reste marqué par le train des réformes économiques et financières soutenues par le programme de Facilité Elargie de Crédit du FMI. La reprise économique devrait se poursuivre, avec une croissance de 2,3% en 2024 et 3,1% en 2025 une inflation de 4,1% en 2024 et de 3,4% en 2025. De même, les perspectives de réduction du déficit public sont améliorées grâce aux mesures en cours visant à accroître sensiblement la mobilisation des recettes intérieures en lien avec les réformes engagées, notamment celles sur les recettes fiscales et non fiscales. La consolidation de la paix et de la sécurité intérieure, l'amélioration de l'approvisionnement en énergie électrique et en carburant, l'accélération de la mise en œuvre des projets en cours, notamment le corridor Pointe-Noire-Bangui financé par la Banque africaine de développement, constituent autant de facteurs favorables à ces perspectives.

Selon la dernière édition des Perspectives économiques mondiales, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,3% en 2025, un niveau inférieur à sa moyenne historique de 3,7% sur la période 2000-2019. L'inflation globale devrait ralentir à 4,2 % en 2025 puis à 3,5% en 2026.

Aux États-Unis, la demande sous-jacente reste vigoureuse, ce qui s'explique par de puissants effets de richesse, une orientation moins restrictive de la politique monétaire et des conditions financières favorables. La croissance devrait s'établir à 2,7% en 2025.

En Chine, malgré un contexte de guerre commerciale avec les Etats Unis et une hausse du déficit budgétaire, la croissance économique attendue s'établirait à 5%.

En zone euro, la croissance est estimée à 1% en 2025, tandis que l'inflation globale quant à elle, atteindrait 2,4%.

En Afrique subsaharienne, en raison de la mise en œuvre des réformes difficiles et indispensables pour rétablir la stabilité macroéconomique, le taux de croissance

économique devrait se consolider pour atteindre 4,1% en 2025, puis 4,3% en 2026, sur fond de reflux de l'inflation et d'assouplissement des conditions financières. En effet, si la croissance régionale a été plus faible qu'attendu en 2024, les prévisions ont été revues à la hausse pour 2025 et 2026, à hauteur de +0,2 et 0,3 point de pourcentage respectivement.

Dans la zone CEMAC, la BEAC projette un taux de croissance de 3,2% au cours de l'année 2025 contre 2,7% enregistrés en 2024. Cette prévision optimiste repose principalement sur les différentes initiatives de transformation structurelle en cours d'implémentation dans cet espace communautaire.

L'inflation en moyenne annuelle dans la CEMAC, après avoir amorcé un recul en 2024, reviendrait toujours sous la norme communautaire de 3% au courant de l'année 2025.

ii) **LES FACTEURS EXPLICATIFS DU PLFR 2025**

La loi de finances 2025, promulguée le 30 décembre 2024 a été élaborée dans un contexte assez difficile marqué par la poursuite des négociations avec le FMI dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et surtout la nécessité de respecter les repères quantitatifs arrêtés de commun accord avec les Partenaires Techniques et Financiers. Il s'agit principalement des objectifs de recettes intérieures collectées et de solde budgétaire primaire intérieur.

Ces contraintes ont conduit à certaines coupes sombres dans les dépenses qui n'ont pas tenu compte des conclusions des conférences budgétaires unifiées. Certaines lignes budgétaires ont été réduites même en-deçà de leur niveau de 2023. Au regard des multiples défis attendus par le Gouvernement au courant de l'année 2025, ces prévisions ne reflètent aucunement la réalité.

A cet effet, il est impératif pour le Gouvernement de soumettre à l'examen de l'Assemblée Nationale, un projet du collectif budgétaire qui devrait prendre en compte :

Du côté des charges

- Une augmentation des charges de personnel qui prend en compte la vague de nouveaux intégrés dans la Fonction Publique ;
- Une hausse des prévisions des dépenses de pensions ;
- Une révision de la ligne budgétaire relative aux commissions de syndication, au regard du montant que le Gouvernement compte mobiliser au courant de l'exercice ;
- Une prise en compte des dépenses liées aux échéances électorales, à l'organisation du Sommet des Chefs d'Etat de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) qui se tiendra à Bangui, ainsi que la réhabilitation du siège de cette institution ;

- L'ouverture d'une ligne budgétaire pour les dépenses liées à l'organisation de la rencontre annuelle des Gouverneurs africains du FMI et de la Banque Mondiale (CAUCUS Africain) qui aura lieu à Bangui.

Du côté des ressources

- Une révision à la hausse des prévisions des appuis budgétaires ;
- La prise en compte des ressources tirées de la vente du don de pétrole par la Russie ;
- Une actualisation du niveau des recettes des droits administratifs dans les départements sectoriels afin de revoir en hausse les recettes domestiques.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances Rectificative 2025 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires du Collectif Budgétaire 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2025
Ressources budgétaires	367 200 000
Ressources propres	186 000 000
Douanes	70 315 940
Impôts	70 342 588
Trésor	45 341 472
Ressources extérieures	181 200 000
Appuis budgétaires	44 800 000
Appuis projets	136 400 000
Dons projets	128 900 000
Emprunts projets	7 500 000
Charges Budgétaires	384 383 284
Dépenses primaires	225 966 454
Dépenses de Personnel	109 256 500
Dépenses de Biens et Services	46 041 255
Dépenses de Transferts	61 875 387
Investissement sur ressources propres	8 793 312
Charges Financières	22 016 830
Financement Extérieur	136 400 000
Solde budgétaire global	- 17 183 284

Source : LFR 2025

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie du Collectif Budgétaire 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2025
Ressources de trésorerie	80 000 000
Titres publics	80 000 000
Charges de trésorerie	62 816 716
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260
Remboursements dette intérieure	3 657 160
Remboursements Titres publics	37 438 500
AFRILAND	337 520
Remboursement des arriérés	8 751 756
Crédits consolidés BEAC	3 761 520
Solde de Trésorerie	17 183 284

Source : LFR 2025

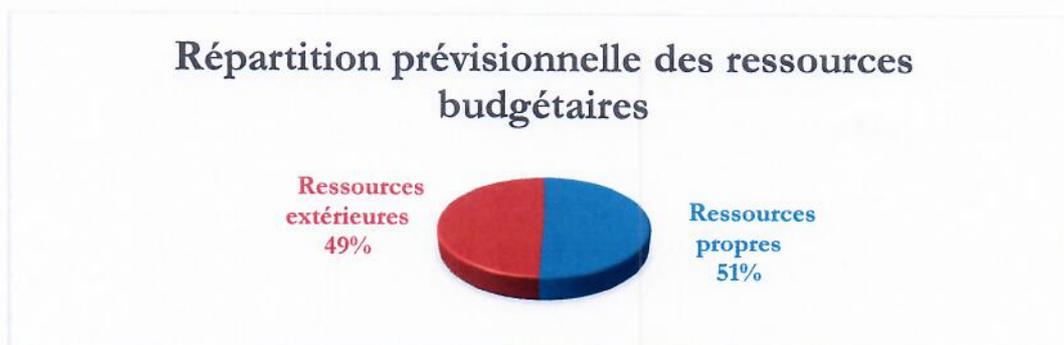
II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

Au 1^{er} semestre 2025, sur une prévision annuelle de 367,20 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 128,79 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (93,32 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (35,47 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 35,07%.

En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 8,67% a été constatée. Cette hausse se justifie par une augmentation des recettes domestiques.

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires



Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires au 30 juin 2025 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} trimestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2025	Réalisation au 2 ^e trimestre 2025	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	118 512 216	367 200 000	65 057 340	63 730 109	128 787 449	35,07%
Ressources propres	80 720 000	186 000 000	45 143 000	48 175 000	93 318 000	50,17%
Douanes	26 921 000	70 315 940	15 383 000	16 575 000	31 958 000	45,45%
Impôts	31 852 000	70 342 588	16 606 000	18 067 000	34 673 000	49,29%
Trésor	21 947 000	45 341 472	13 154 000	13 533 000	26 687 000	58,86%
Ressources extérieures	37 792 216	181 200 000	19 914 340	15 555 109	35 469 449	19,57%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	22 090 000	44 800 000	8 673 000	3 348 000	12 021 000	26,83%
Appuis projets	15 702 216	136 400 000	11 241 340	12 207 109	23 448 449	17,19%
<i>Dons projets</i>	15 702 216	128 900 000	11 241 340	12 207 109	23 448 449	18,19%
<i>Emprunts projets</i>		7 500 000			-	0,00%

Sources : LFR 2025, PLT et DGPB (MEPCI)

1) Les ressources propres

A fin juin 2025, les différentes régies ont mobilisé la somme de 93,32 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 50,17% supérieur à la cible de 50% visée. En comparaison à la mobilisation du 1^{er} semestre 2024, une hausse de 15,61% a été constatée. Cette performance se justifie par une hausse importante des recettes du Trésor Public.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 1^{er} semestre 2025, la DGDDI a recouvré la somme de 31,96 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 70,31 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 45,45% inférieur à la cible souhaitée.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 18,71% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse se justifie essentiellement par une forte augmentation des recettes fiscales et des droits de sorties.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 1^{er} semestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2024	Prévision 2025	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2025	Réalisation au 2 ^e trimestre 2025	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2025	Taux de réalisation
Recettes fiscales	22 312 401	60 166 197	12 875 349	13 818 779	26 694 129	44,37%
Droits de sorties	729 555	1 435 957	526 428	1 371 296	1 897 723	132,16%
Amendes et pénalités	1 003 497	944 544	486 900	535 932	1 022 832	108,29%
Recettes affectées	2 158 250	6 005 993	1 116 017	491 294	1 607 311	26,76%
Autres Recettes	717 297	1 763 248	378 305	357 700	736 005	41,74%
TOTAL	26 921 000	70 315 940	15 383 000	16 575 000	31 958 000	45,45%

Sources : LFR 2025, DGDDI et PLT

➤ **La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)**

Au 30 juin 2025, sur une prévision de 70,34 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré le montant de 34,67 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 49,29% proche de la cible souhaitée.

En comparaison au niveau de recouvrement du 1^{er} semestre de l'année dernière, une hausse de 8,86% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique au 1^{er} semestre 2025 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 1^{er} semestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2025	Réalisation au 2 ^e trimestre 2025	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2025	Taux de réalisation
Recettes fiscales	27 212 112	66 169 103	14 150 255	16 591 436	30 741 690	46,46%
Recettes non fiscales	3 755 467	3 158 621	2 125 398	842 018	2 967 415	93,95%
Recettes sur exercices antérieurs	623 360		202 989	308 690	511 678	
Produits divers et exceptionnels	261 061	1 014 864	127 359	324 857	452 216	44,56%
TOTAL	31 852 000	70 342 588	16 606 000	18 067 000	34 673 000	49,29%

Sources : LFR 2025, PLT

➤ **La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

Au 1^{er} semestre 2025, la DGTCP a mobilisé au total 26,69 milliards de francs CFA sur une prévision de 45,34 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 58,86%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 21,60% a été constatée.

Cette hausse se justifie essentiellement par une forte augmentation des produits exceptionnels et des taxes et redevances.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à fin juin 2025 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 30 juin 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er semestre 2024	Prévision 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Réalisation au 2e trimestre 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Taux réalisation
Recettes fiscales		1 398 518	1 034 000	722 000	1 756 000	125,56%
Recettes non fiscales	14 746 125	37 834 210	10 020 000	10 354 000	20 374 000	53,85%
Produits exceptionnels	5 401 567	2 638 458	1 350 000	998 000	2 348 000	88,99%
Taxes et Redevances	682 103	1 301 698	450 000	950 000	1 400 000	107,55%
Produits financiers	1 117 205	2 168 587	300 000	509 000	809 000	37,31%
TOTAL	21 947 000	45 341 472	13 154 000	13 533 000	26 687 000	58,86%

Sources : LFR 2025, PLT

2) Les ressources extérieures

Au 1^{er} semestre 2025, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 35,47 milliards de francs CFA sur une prévision de 181,20 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 19,57% très en deçà de la cible. Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (12,02 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (23,45 milliards de francs CFA).

En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la période, une baisse de 6,15% a été constatée justifiées par une faible mobilisation des appuis projets.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

Au 1^{er} semestre 2025, sur une prévision annuelle de 384,38 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 128,11 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 33,33%.

Ce faible niveau d'exécution est visible sur les rubriques des dépenses des Biens et services et celles des Financements extérieurs.

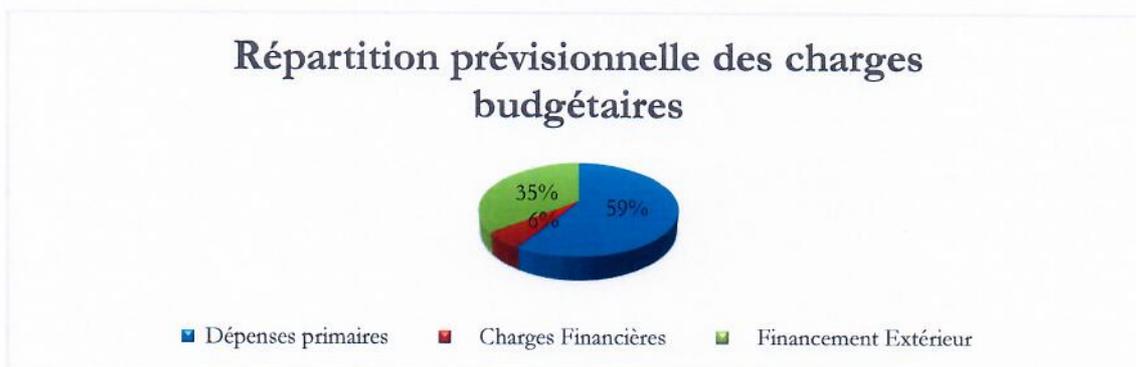
Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses ordonnancées de l'Etat au 1^{er} semestre 2025 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 30 juin 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er semestre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Réalisation au 2e trimestre 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Taux de réalisation
CHARGES BUDGETAIRES	103 404 606	384 383 284	63 418 104	64 696 836	128 114 940	33,33%
Dépenses primaires	87 705 390	225 966 454	52 176 764	52 489 727	104 666 491	46,32%
Personnel	46 825 491	109 256 500	28 342 042	30 021 059	58 363 101	53,42%
Biens et Services	12 429 259	46 041 255	8 267 995	9 020 404	17 288 399	37,55%
Transferts et subventions	21 341 499	61 875 387	13 574 950	12 097 454	25 672 404	41,49%
Investissement sur ressources propres	7 109 141	8 793 312	1 991 777	1 350 810	3 342 587	38,01%
Charges Financières		22 016 830			-	0,00%
Financements extérieurs	15 699 216	136 400 000	11 241 340	12 207 109	23 448 449	17,19%
<i>Personnel</i>		12 806 000	1 812 261	949 606	2 761 867	21,57%
<i>Biens et Services</i>		5 290 000			-	0,00%
<i>Investissements</i>		118 304 000	9 429 080	11 257 503	20 686 583	17,49%

Sources : LFR 2025, DGB et DGPB (MEPCI)

Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



II.2.1) Les dépenses primaires

Au 1^{er} semestre 2025, les dépenses primaires ordonnancées s'élèvent à l'ordre de 104,67 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 225,97 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 46,32%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 19,34% a été constatée.

Le graphique ci-dessous décrit la répartition des dépenses primaires ordonnancées par titre :

Figure 3 : Répartition des dépenses primaires exécutées au 1^{er} semestre 2025



a) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 109,26 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel au 1^{er} semestre 2025 s'élèvent à hauteur de 58,36 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 53,42% supérieur à la cible de 50%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 24,64% a été constatée.

Cette augmentation se justifie de l'effet de la vague de nouvelles intégrations dans la Fonction publique et de l'augmentation des pensions.

b) Les dépenses des biens et services

A fin juin 2025, sur une prévision de 46,04 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 17,29 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 37,55%, inférieur à la cible de 50%.

En comparaison à l'exécution du 1^{er} semestre de l'année 2024, une hausse de 39,09% a été observée.

Cette hausse se justifie par l'accroissement des dépenses liées aux besoins de fonctionnement courants et à certaines charges récurrentes.

c) Les dépenses de transferts

Au 1^{er} semestre 2025, les dépenses de transferts ordonnancées sont exécutées à hauteur de 25,67 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 61,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 41,49%.

En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une hausse de 20,29% a été constatée.

Cette hausse se justifie par l'accroissement des dépenses liées aux préparatifs du CAUCUS AFRICAÏN ainsi que le sommet des Chefs d'Etat de la CEMAC.

d) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 1^{er} semestre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources propres ordonnancées ont été exécutées à hauteur de 3,34 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 8,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 38,01%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, une baisse de 52,98% a été observée.

Cette baisse drastique se justifie par les retards dans la mise en œuvre des projets financés sur fonds internes, souvent liés à des procédures d'engagement et de passation de marchés. De même, l'observation de certaines mesures prises par le contingentement de certaines dépenses en vue de respecter les critères quantitatifs des revues combinées (troisième et quatrième) du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International a concouru à ce faible taux d'exécution du Budget Extraordinaire en Capital (BEC).

II.2.1) Les Charges financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. Au 1^{er} semestre 2025, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

II.2.3) Les dépenses sur Financement extérieur

Au 1^{er} semestre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources extérieures ont été exécutées à hauteur de 23,45 milliards de francs CFA sur une prévision de 136,40 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 17,19%.

Ces dépenses sont constituées des dépenses du personnel (2,76 milliards de francs CFA) et des dépenses d'investissement (20,69 milliards de francs CFA).

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de l'année 2025 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 80 milliards de francs CFA. Au 1^{er} semestre 2025, les ressources de trésorerie mobilisées s'élèvent à hauteur de 89,89 milliards de francs CFA constituées de Titres publics (59,69 milliards de francs CFA) et du Tirage spécial (30,20 milliards de francs CFA).

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 1^{er} semestre 2025, sur une prévision de 62,82 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 84,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de plus de 135%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 30 juin 2025 (en milliards de francs CFA)

	Prévisions Collectif 2025	Réalisations au 1er trimestre 2025	Réalisations au 2 ^e trimestre 2025	Réalisations au 1er semestre 2025	Taux
Charges de trésorerie	62 816 716	23 881 000	60 991 000	84 872 000	135,11%
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260	8 583 000	4 192 000	12 775 000	144,02%
Remboursements dette intérieure	3 657 160	951 000	4 110 000	5 061 000	138,39%
Remboursements Titres publics	37 438 500	2 417 000	26 333 000	28 750 000	76,79%
AFRILAND	337 520	246 000	246 000	492 000	145,77%
Remboursement des arriérés	8 751 756			-	
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	557 000	380 000	937 000	24,91%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		11 127 000	25 730 000	36 857 000	
Solde de Trésorerie	17 183 284	- 8 659 000	13 679 000	5 020 000	

Sources : LFR 2025 et PLT

IV) Analyse des dépenses spécifiques

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 1^{er} semestre 2025, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 6,92 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 30 juin 2025 (en milliers de francs CFA)

	Exécution OP au 1er trimestre 2024	Prévision Collectif 2025	Exécution OP au 1er trimestre 2025	Exécution OP au 1er semestre 2025	Exécution OP au 1er semestre 2025	Taux d'exécution
Charges Financières		22 016 830			-	0,00%
Biens et services	3 446 822	46 041 255	3 018 063	2 491 814	5 509 877	11,97%
Intervention	1 360 605	61 875 387	957 022	449 653	1 406 675	2,27%
Investissement sur BEC		8 793 312			-	0,00%
Total	4 807 427	138 726 784	3 975 085	2 941 467	6 916 552	4,99%

Sources : LFR 2025 et DGB

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Au 1^{er} semestre 2025, les différents secteurs de la Classification fonctionnelle ont connu un niveau d'exécution divers et variés.

Le tableau ci-dessous donne une description des dépenses exécutées de ces différents secteurs par Division et par Groupe allant de l'Engagement jusqu'au Paiement :

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 juin 2025 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévisions 2025	Engagé	Ordon.	Réglé
01	Services généraux des administrations publiques	250 680 491	63 774 509	39 672 911	22 282 141
011	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaire	178 120 628	48 045 813	33 859 984	18 727 434
012	Aide économique extérieure	2 831 500	7 060	1 625	-
013	Services généraux	36 040 943	9 430 516	1 742 327	528 238
014	Recherche fondamentale	20 000	-	-	-
015	R-D concernant des services généraux des administrations publiques	422 800	227 611	129 101	96 943
016	Services généraux des administrations publiques nca	1 668 900	221 663	110 384	40 550
017	Opérations concernant la dette publique	22 601 970	272 434	132 772	63 007
018	Transferts de caractère général entre administrations publiques	8 973 750	5 569 411	3 696 718	2 825 969
02	Défense	25 023 416	8 359 932	4 018 563	1 492 697
021	Défense militaire	23 833 166	7 761 729	3 779 246	1 351 635
022	Défense civile	149 500	63 105	22 000	3 375
024	R-D concernant la défense	1 010 000	514 723	209 817	130 187
025	Défense nca	30 750	20 375	7 500	7 500
03	Ordre et sécurité publics	14 537 196	3 255 664	1 316 709	229 711
031	Services de police	12 007 866	2 402 294	899 167	133 842
032	Services de protection civile	964 705	557 987	299 706	26 869
033	Tribunaux	182 375	101 066	76 770	41 375
034	Administration pénitentiaire	1 372 250	191 192	39 317	27 500
036	Ordre et sécurité publics nca	10 000	3 125	1 750	125
04	Affaires économiques	30 634 489	1 948 101	1 280 602	327 581
041	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	24 000	5 175	-	-
042	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	21 414 850	47 825	31 746	15 125
043	Combustibles et énergie	3 197 139	11 798	3 247	-
044	Industries extractives et manufacturières, construction	169 650	93 746	26 250	26 250
045	Transports	5 358 000	1 379 976	826 128	46 206

046	Communications	4 500	1 999	999	-
047	Autres branches d'activité	4 900	2 646	500	-
048	R-D concernant les affaires économiques	461 450	404 935	391 731	240 000
05	Protection de l'environnement	95 875	39 953	14 304	10 938
054	Préservation de la diversité biologique et protection de la	65 100	28 798	11 788	10 938
055	R-D dans le domaine de la protection de l'environnement	30 775	11 156	2 517	-
06	Logements et équipements collectifs	716 968	329 316	60 261	49 005
061	Logements	206 046	89 182	58 495	49 005
062	Équipements collectifs	396 375	233 830	-	-
063	Alimentation en eau	109 797	4 929	1 766	-
064	Éclairage public	4 250	1 125	-	-
065	R-D dans le domaine du logement et des équipements collectif	500	250	-	-
07	Santé	8 392 882	1 266 775	763 694	118 326
071	Produits, appareils et matériels médicaux	67 500	36 996	12 500	10 504
072	Services ambulatoires	4 544 000	19 747	8 999	-
073	Services hospitaliers	1 551 200	711 495	484 230	17 251
074	Services de santé publique	879 482	178 774	105 670	22 502
075	R-D dans le domaine de la santé	660 700	294 771	127 303	47 066
076	Santé nca	690 000	24 993	24 993	21 003
08	Loisirs, culture et culte	2 481 840	1 056 935	391 156	62 549
081	Services récréatifs et sportifs	696 500	643 748	327 896	35 000
082	Services culturels	36 000	15 478	1 000	105
083	Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	406 759	132 528	30 714	21 750
084	Culte et autres services communautaires	5 000	1 000	-	-
085	R-D dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	3 000	3 000	-	-
086	Loisirs, culture et culte nca	1 334 581	261 180	31 546	5 694
09	Enseignement	29 616 757	7 458 081	4 734 031	3 592 184
091	Enseignement préélémentaire et primaire	5 276 600	1 166 300	1 145 207	1 100 000
092	Enseignement secondaire	33 500	15 498	9 249	-
094	Enseignement supérieur	4 253 756	2 989 259	1 801 070	777 060
095	Enseignement non défini par niveau	14 214 751	1 327 244	45 491	22 739
096	Services annexes à l'enseignement	46 500	4 998	1 750	-
097	R-D dans le domaine de l'enseignement	5 731 150	1 935 035	1 724 765	1 690 886
098	Enseignement nca	60 500	19 749	6 500	1 500
10	Protection sociale	3 735 810	108 024	64 599	36 999
104	Famille et enfants	162 750	77 128	39 865	18 445
108	R-D dans le domaine de la protection sociale	30 000	15 000	15 000	15 000
109	Protection sociale nca	3 543 060	15 895	9 734	3 554
	Total général	365 915 724	87 597 289	52 316 831	28 202 132

Source : DGB

IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Élevage et de la Santé Animale, de l'Énergie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 121,84 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} semestre 2025 se chiffre à 26,61 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 21,84%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

Au 30 juin 2025, l'exécution des dépenses liée aux charges du personnel s'élèvent à hauteur de 14,46 milliards de francs CFA sur une prévision de 29,10 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 49,69%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale 11,49 milliards de francs CFA, les dépenses ordonnancées des biens et services des secteurs sociaux au 30 juin 2025 se chiffrent à 3,03 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 26,42%.

c) Transferts

Au 1^{er} semestre 2025, sur une prévision annuelle de 8,43 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts base ordonnancement a atteint le montant de 2,76 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 32,71%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement base ordonnancement des secteurs sociaux au 1^{er} semestre 2025 s'élève à 6,36 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 72,82 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 8,73%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales au 1^{er} semestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Dotation Collectif 2025	Réalisations au 1 ^{er} Trimestre 2025	Réalisations au 2 ^e Trimestre 2025	Réalisations au 1 ^{er} Semestre 2025	Taux d'exécution
Education	40 349 624	9 139 950	5 793 360	14 933 310	37,01%
Titre II: Personnel	21 287 368	5 697 236	4 925 729	10 622 965	49,90%
Titre III: Biens et Services	3 721 256	1 355 807	248 413	1 604 220	43,11%
Titre IV: Transferts	3 191 000	589 505	619 218	1 208 723	37,88%
Titre V: Investissements	12 150 000	1 497 402	-	1 497 402	12,32%
<i>Sur ressources propres</i>	350 000			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 800 000	1 497 402		1 497 402	12,69%

Santé	30 698 120	2 895 104	2 589 616	5 484 720	17,87%
Titre II: Personnel	5 271 608	1 211 652	1 264 676	2 476 328	46,97%
Titre III: Biens et Services	6 472 512	70 885	1 170 940	1 241 825	19,19%
Titre IV: Transferts	2 754 000	5 000	154 000	159 000	5,77%
Titre V: Investissements	16 200 000	1 607 567	-	1 607 567	9,92%
<i>Sur ressources propres</i>				-	
<i>Sur ressources extérieures</i>	16 200 000	1 607 567		1 607 567	9,92%
Action Humanitaire	1 982 001	310 325	317 290	627 615	31,67%
Titre II: Personnel	289 388	60 683	117 436	178 119	61,55%
Titre III: Biens et Services	122 863	3 063	6 671	9 734	7,92%
Titre IV: Transferts	555 750	60 687	193 183	253 870	45,68%
Titre V: Investissements	1 014 000	185 892	-	185 892	18,33%
<i>Sur ressources propres</i>	14 000			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000	185 892		185 892	18,59%
Promotion du Genre	5 025 813	314 476	175 408	489 884	9,75%
Titre II: Personnel	382 053	92 033	114 922	206 955	54,17%
Titre III: Biens et Services	151 550	875	22 220	23 095	15,24%
Titre IV: Transferts	405 000	43 001	38 266	81 267	20,07%
Titre V: Investissements	4 087 210	178 567	-	178 567	4,37%
<i>Sur ressources propres</i>	87 210			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 000 000	178 567		178 567	4,46%
Développement Rural	29 463 002	1 582 132	1 501 660	3 083 792	10,47%
Titre II: Personnel	785 476	190 124	245 854	435 978	55,50%
Titre III: Biens et Services	317 961	2 502	10 252	12 754	4,01%
Titre IV: Transferts	1 135 915	314 250	521 748	835 998	73,60%
Titre V: Investissements	27 223 650	1 075 256	723 806	1 799 062	6,61%
<i>Sur ressources propres</i>	398 650	51 578	268 966	320 544	80,41%
<i>Sur ressources extérieures</i>	26 825 000	1 023 678	454 840	1 478 518	5,51%
Elevage et Santé Animale	1 117 453	127 849	219 057	346 906	31,04%
Titre II: Personnel	460 778	107 849	135 828	243 677	52,88%
Titre III: Biens et Services	124 175		17 397	17 397	14,01%
Titre IV: Transferts	127 500	20 000	39 840	59 840	46,93%
Titre V: Investissements	405 000	-	25 992	25 992	6,42%
<i>Sur ressources propres</i>	30 000		25 992	25 992	86,64%
<i>Sur ressources extérieures</i>	375 000			-	0,00%
Energie	12 749 025	498 735	918 947	1 417 682	11,12%
Titre II: Personnel	293 825	68 103	67 277	135 380	46,07%
Titre III: Biens et Services	538 300	58 845	67 798	126 643	23,53%
Titre IV: Transferts	184 400	33 600	57 699	91 299	49,51%

Titre V: Investissements	11 732 500	338 187	726 173	1 064 360	9,07%
<i>Sur ressources propres</i>	532 500			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 200 000	338 187	726 173	1 064 360	9,50%
PME-PMI	459 281	79 373	148 093	227 466	49,53%
Titre II: Personnel	331 971	79 373	81 013	160 386	48,31%
Titre III: Biens et Services	42 850			-	0,00%
Titre IV: Transferts	74 460		67 080	67 080	90,09%
Titre V: Investissements	10 000	-	-	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	10 000			-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Total Personnel	29 102 467	7 507 053	6 952 735	14 459 788	49,69%
Total Biens et Services	11 491 467	1 491 977	1 543 690	3 035 667	26,42%
Total Transferts	8 428 025	1 066 043	1 691 033	2 757 076	32,71%
Total Investissements	72 822 360	4 882 871	1 475 971	6 358 842	8,73%
<i>Sur ressources propres</i>	1 422 360	51 578	294 958	346 536	24,36%
<i>Sur ressources extérieures</i>	71 400 000	4 831 293	1 181 013	6 012 306	8,42%
TOTAL GENERAL	121 844 319	14 947 944	11 663 430	26 611 373	21,84%

Sources : LFR 2025, DGB et DGPB (MEPCI)

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 1^{er} semestre 2025, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 128,79 milliards de francs CFA et 128,11 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global excédentaire d'un montant de 0,67 milliard de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 93,32 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires ordonnancées, elles se chiffrent à hauteur de 104,67 milliards de francs CFA, dégageant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 11,35 milliards de CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 1^{er} semestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Réalisation au 2e trimestre 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES	367 200 000	65 057 340	63 730 109	128 787 449	17,72%
Ressources propres	186 000 000	45 143 000	48 175 000	93 318 000	24,27%

Douanes	70 315 940	15 383 000	16 575 000	31 958 000	21,88%
Impôts	70 342 588	16 606 000	18 067 000	34 673 000	23,61%
Trésor	45 341 472	13 154 000	13 533 000	26 687 000	29,01%
Ressources extérieures	181 200 000	19 914 340	15 555 109	35 469 449	10,99%
Appuis budgétaires	44 800 000	8 673 000	3 348 000	12 021 000	19,36%
Appuis projets	136 400 000	11 241 340	12 207 109	23 448 449	8,24%
<i>Dons projets</i>	128 900 000	11 241 340	12 207 109	23 448 449	8,72%
<i>Emprunts projets</i>	7 500 000	-	-	-	0,00%
CHARGES	384 383 284	63 418 104	64 696 836	128 114 940	16,50%
Dépenses primaires	225 966 454	52 176 764	52 489 727	104 666 491	23,09%
Personnel	109 256 500	28 342 042	30 021 059	58 363 101	25,94%
Biens et Services	46 041 255	8 267 995	9 020 404	17 288 399	17,96%
Transferts et subventions	61 875 387	13 574 950	12 097 454	25 672 404	21,94%
Investissement sur ressources propres	8 793 312	1 991 777	1 350 810	3 342 587	22,65%
Charges Financières	22 016 830				0,00%
Financements extérieurs	136 400 000	11 241 340	12 207 109	23 448 449	8,24%
Solde budgétaire global	- 17 183 284	1 639 236	- 966 727	672 509	
Solde primaire	- 39 966 454	- 7 033 764	- 4 314 727	- 11 348 491	

Sources : LFR 2025, PLT, DGB et DGPB (MEPCI)

V.2. Solde de trésorerie

Au 1^{er} semestre 2025, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 89,89 milliards de francs CFA et 84,87 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie excédentaire d'un montant de 5,02 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie au 1^{er} semestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions Collectif 2025	Réalisations au 1 ^{er} trimestre 2025	Réalisations au 2 ^e trimestre 2025	Réalisations au 1 ^{er} semestre 2025	Taux
Ressources de trésorerie	80 000 000	15 222 000	74 670 000	89 892 000	112,37 %
Titres publics	80 000 000	1 022 000	58 670 000	59 692 000	74,62%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		14 200 000	16 000 000	30 200 000	
Charges de trésorerie	62 816 716	23 881 000	60 991 000	84 872 000	135,11 %
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260	8 583 000	4 192 000	12 775 000	144,02 %
Remboursements dette intérieure	3 657 160	951 000	4 110 000	5 061 000	138,39 %
Remboursements Titres publics	37 438 500	2 417 000	26 333 000	28 750 000	76,79%

AFRILAND	337 520	246 000	246 000	492 000	145,77 %
Remboursement des arriérés	8 751 756			-	
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	557 000	380 000	937 000	24,91%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		11 127 000	25 730 000	36 857 000	
Solde de Trésorerie	17 183 284	- 8 659 000	13 679 000	5 020 000	

Sources : LFR 2025 et PLT

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

L'exécution du budget a été influencée par une faible mobilisation des ressources extérieures entraînant une baisse du niveau d'exécution des dépenses sociales. Au cours de ce semestre certaines difficultés ont été constatées, notamment :

- Une faible mobilisation des ressources extérieures ;
- Une sous-exécution des dépenses sociales prioritaires ;
- Des difficultés à collecter les données relatives à l'exécution des dépenses financées sur ressources extérieures dues à un manque de synergies entre les Unités de Gestion de Projets (UGP) et la chaîne d'exécution budgétaire ;
- Les charges financières non régularisées impactant le niveau réel d'exécution budgétaire.

Afin de continuer la mise en œuvres des reformes entreprises et de palier à ces difficultés il est nécessaire de :

- Mettre en place un suivi trimestriel spécifique des projets financés sur ressources extérieures incluant les UGP ;
- Encourager les ministères sectoriels à transmettre plus rapidement les pièces justificatives, notamment dans les secteurs sociaux ;
- Renforcer le pilotage de la dépense sociale en créant un comité de suivi des dépenses sociales prioritaires, avec indicateurs de performance ;
- Etendre progressivement la déconcentration de l'ordonnancement à d'autres ministères.


Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 1er semestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 672 670	1 672 670	1 639 311
02	ASSEMBLEE NATIONALE	107 881	107 881	111 068
03	PRIMATURE	570 526	570 526	490 086
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	163 860	163 860	110 088
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	62 558	62 558	60 057
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	74 844	74 844	72 798
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	52 288	52 288	54 046
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	129 064	129 064	124 021
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	645	645	574
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	195 459	195 459	195 735
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	1 932 676	1 932 676	1 858 312
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	688 968	688 968	708 509
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 983 444	1 983 444	1 811 215
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	23 712 327	23 711 392	24 603 501
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR	122 110	122 110	130 866
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	5 540 738	5 540 738	5 855 548
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 547 315	2 547 102	2 464 115
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	368 103	368 103	367 357
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	272 263	272 263	289 287
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	161 887	161 887	177 087
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	8 260 293	8 259 965	8 623 358
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 180 939	3 180 939	2 253 781
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	223 935	223 935	241 626
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	258 387	258 387	273 845
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	2 670 670	2 670 670	2 569 352
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	178 841	178 841	201 443
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	206 955	206 955	231 133
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	173 527	173 527	182 663
81	MINISTERE DE L'URBANISME	224 138	224 138	233 714
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	205 134	205 134	227 185
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	186 413	185 184	192 689
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	135 380	135 380	141 292
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	243 461	243 461	255 517
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	324 908	324 908	303 951
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	160 604	160 604	168 782
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	435 978	435 978	461 944
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	243 677	243 677	266 019
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	405 225	405 225	433 722
95	MINISTERE DU TOURISME	324 438	323 927	356 031
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	159 414	159 414	166 498
TOTAL GENERAL		58 561 944	58 558 730	58 908 126

BNT

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 1er semestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	2 965 023	2 397 079	2 687 038
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 675 043	3 554 306	3 288 606
02	ASSEMBLEE NATIONALE	15 301	14 409	1 292
03	PRIMATURE	1 103 417	1 030 356	984 572
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	13 400	8 027	1 250
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	-
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	8 271	-	750
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	4 996	-	4 575
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	11 746	6 671	-
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	7 215	7 215	7 215
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	-
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	-
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	133 435	90 285	97 678
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	121 758	95 750	89 798
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	62 453	48 378	14 282
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	544 034	475 627	89 889
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	3 726 494	2 988 496	2 698 079
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR	36 000	22 150	5 687
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	778 184	646 613	855 286
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 456 705	1 374 925	843 175
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	48 377	32 488	4 702
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	30 171	18 198	4 902
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	30 120	-	10 750
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	1 602 363	1 541 276	1 358 532
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	273 484	232 944	238 255
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	59 250	44 128	2 104
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	616 767	518 110	375 645
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	1 879 697	1 641 825	2 972 116
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	18 234	12 734	11 870
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	32 268	27 095	48 788
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	8 883	5 362	956
81	MINISTERE DE L'URBANISME	93 261	79 703	52 373
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	17 705	-	3 335
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	2 087	-	500
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	142 668	138 643	500
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	94 434	71 412	42 391
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	9 570	4 057	5 500
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	6 406	-	500
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	37 458	22 754	500
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	44 741	33 397	12 053
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	19 440	16 033	437
95	MINISTERE DU TOURISME	52 152	4 979	16 000
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	111 830	82 973	1 500
TOTAL GENERAL		19 894 841	17 288 399	16 833 381

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 1er semestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	10 073 094	7 824 074	9 687 689
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	64 950	64 950	50 750
02	ASSEMBLEE NATIONALE	5 050 000	5 050 000	5 326 863
03	PRIMATURE	492 590	492 590	397 002
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	-	-	-
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	300 000	300 000	294 503
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	18 750	18 750	18 750
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	29 131	29 131	29 131
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	103 200	103 200	103 200
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	3 478 440	3 278 440	3 528 440
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	45 000	45 000	45 000
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	-	-	-
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	95 875	88 760	87 360
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	555 000	555 000	607 500
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	245 324	245 324	46 242
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	138 452	120 952	87 972
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR	35 000	35 000	22 500
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	132 750	132 750	130 750
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	513 171	480 671	382 731
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	336 250	306 250	210 982
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	70 000	70 000	42 500
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-	-	-
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	528 000	528 000	525 000
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	973 265	680 723	743 201
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	390 500	377 500	228 000
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	11 500	11 500	59 500
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	224 000	159 000	106 000
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	253 870	253 870	249 904
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	81 267	81 267	92 016
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	651 842	651 842	611 242
81	MINISTERE DE L'URBANISME	95 513	95 513	65 435
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	14 251	12 813	12 812
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	92 500	92 500	73 037
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	91 299	91 299	79 298
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1 594 939	1 522 188	1 073 864
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	75 000	75 000	77 500
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	67 080	67 080	44 720
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	847 248	835 998	664 250
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	82 840	59 840	59 840
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	488 630	488 130	499 825
95	MINISTERE DU TOURISME	7 500	7 500	7 500
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	340 000	340 000	292 000
TOTAL GENERAL		28 688 020	25 672 404	26 664 809

BR

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements au 1er semestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	23 200	23 200	19 495
02	ASSEMBLEE NATIONALE			
03	PRIMATURE	204 684	185 444	21 002
04	COUR CONSTITUTIONNELLE			
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL			
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	6 039		
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION			
08	HAUTE COUR DE JUSTICE			
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV			
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	60 870	48 299	7 100
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	69 976	4 500	19 317
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	29 992		
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES			
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	957 289	930 736	464 409
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR			
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	17 303	11 534	3 046
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 299 259	1 274 470	1 209 307
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	1 999		
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	1 999		
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	6 499		
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	89 993		
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	191 879	166 934	17 226
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	8 924		
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION			
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE			
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	29 956		8 400
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	288 963	271 997	211 584
81	MINISTERE DE L'URBANISME	61 989	36 998	16 575
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	12 000	-	
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	4 600	4 600	4 600
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE			
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE			
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES			
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	329 542	321 164	88 924
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	25 992	25 992	8 400
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE			
95	MINISTERE DU TOURISME	77 211	36 718	3 151
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	52 929		
TOTAL GENERAL		3 853 088	3 342 587	2 102 536

85

Exécution Budgétaire au 1er semestre 2025

TABIEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé	Engagé	Ordonné	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	47 964 830				2 965 023	2 397 079	2 687 038	10 073 094	7 824 074	9 687 689				13 038 117	10 221 153	12 374 727
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	9 130 756	1 672 670	1 672 670	1 639 311	3 675 043	3 554 396	3 288 606	64 950	64 950	50 750	23 200	23 200	19 495	5 435 863	5 315 126	4 998 162
ASSEMBLEE NATIONALE	10 547 161	107 881	107 881	111 068	15 301	14 409	1 292	5 050 000	5 050 000	5 326 863	-	-	-	5 173 183	5 172 290	5 439 223
PRIMATURE	4 844 036	570 526	570 526	490 086	1 103 417	1 039 356	981 572	492 590	492 590	397 002	204 684	185 444	21 002	2 371 217	2 278 916	1 892 662
COUR CONSTITUTIONNELLE	568 143	163 860	163 860	110 088	13 400	8 027	1 250	-	-	-	-	-	-	177 260	171 888	111 338
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	729 711	62 558	62 558	60 057	-	-	-	300 000	300 000	294 903	-	-	-	362 358	362 358	354 560
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	273 370	74 844	74 844	72 798	8 271	-	750	18 750	18 750	18 750	6 039	-	-	107 904	93 594	92 298
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	238 475	52 288	52 288	54 046	4 996	-	4 575	29 131	29 131	29 131	-	-	-	86 414	81 419	87 752
HAUTE COUR DE JUSTICE	23 869	-	-	-	11 746	6 671	-	-	-	-	-	-	-	11 746	6 671	-
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	478 700	129 064	129 064	124 021	7 215	7 215	7 215	103 200	103 200	103 200	-	-	-	239 479	239 479	234 436
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	6 278 440	645	645	574	-	-	-	3 478 440	3 278 440	3 528 440	-	-	-	3 479 085	3 279 085	3 529 014
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	90 000	-	-	-	-	-	-	45 000	45 000	45 000	-	-	-	45 000	45 000	45 000
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	1 081 186	195 459	195 459	195 735	133 435	90 185	97 678	-	-	-	60 870	48 299	7 100	389 764	334 043	300 513
MINISTERE DE LA JUSTICE	7 242 376	1 932 676	1 932 676	1 858 312	121 758	95 750	89 798	95 875	88 760	87 360	69 976	4 500	10 317	2 220 286	2 121 687	2 054 787
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	6 088 025	688 968	688 968	708 509	62 453	48 378	14 282	555 000	555 000	607 900	29 992	-	-	1 336 412	1 292 346	1 130 291
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	5 105 021	1 983 444	1 983 444	1 811 215	544 034	475 627	89 889	245 324	245 324	46 242	-	-	-	2 772 802	2 704 396	1 947 346
MINISTERE DE LA DEPENSE NATIONALE	49 498 661	23 712 327	23 712 327	24 603 501	3 726 494	2 988 496	2 698 079	138 452	120 952	87 972	957 289	930 736	464 409	28 534 562	27 751 576	27 853 961
MINISTERE CHARGE DU DRR	640 013	122 110	122 110	130 866	36 000	22 150	5 687	35 000	35 000	22 500	-	-	-	193 110	179 260	159 053
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	15 626 019	5 540 738	5 540 738	5 855 548	778 184	646 613	855 286	132 750	132 750	130 750	17 303	11 534	3 046	6 468 976	6 331 636	6 844 630
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	20 800 732	2 547 315	2 547 315	2 464 115	1 456 705	1 374 925	843 175	513 171	480 671	382 731	1 299 259	1 274 470	1 209 307	5 816 449	5 677 169	4 899 328
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	21 726 169	368 103	368 103	367 357	48 377	32 488	4 702	336 250	306 250	210 982	1 999	-	-	754 729	706 841	583 041
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	837 515	272 263	272 263	289 287	30 171	18 198	4 902	70 000	70 000	42 500	1 999	-	-	374 433	360 461	336 689
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	479 895	161 887	161 887	177 087	30 120	-	10 750	-	-	-	6 499	-	-	198 506	161 887	187 837
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	30 622 752	8 260 293	8 259 965	8 623 358	1 602 363	1 541 276	1 358 532	528 000	528 000	525 000	-	-	-	10 390 656	10 329 241	10 506 890
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 726 872	3 180 939	3 180 939	2 253 781	273 484	232 944	238 255	973 265	680 723	743 201	89 993	-	-	4 517 680	4 099 605	3 235 237
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	1 397 557	223 935	223 935	241 626	59 250	44 128	2 104	300 500	377 500	228 000	191 879	166 934	17 226	865 565	812 498	488 956
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 600 798	258 387	258 387	273 845	616 767	518 110	375 645	11 500	11 500	59 500	8 924	-	-	895 578	787 997	708 990
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	30 698 120	2 670 670	2 670 670	2 569 352	1 879 697	1 641 825	2 972 116	224 000	159 000	106 000	-	-	-	4 774 367	4 471 495	5 647 468
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	1 982 001	178 841	178 841	201 443	18 234	12 734	11 870	253 870	253 870	249 904	-	-	-	450 945	445 445	463 217
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	5 025 813	206 955	206 955	231 133	32 268	27 095	48 788	81 267	81 267	92 016	29 956	-	8 400	350 445	315 316	380 337
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	26 669 698	173 527	173 527	182 663	8 883	5 362	956	651 842	651 842	611 242	288 963	271 997	211 584	1 123 215	1 102 727	1 006 445
MINISTERE DE L'URBANISME	2 475 546	224 138	224 138	233 714	95 261	79 703	52 373	95 513	95 513	65 435	61 989	36 998	16 575	474 901	436 353	368 097
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	570 110	205 134	205 134	227 185	17 705	-	3 335	14 251	12 813	12 812	12 000	-	-	249 089	217 946	243 332
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	707 618	186 413	185 184	192 689	2 087	-	500	92 500	92 500	73 037	4 600	4 600	4 600	285 600	282 284	270 826
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	12 749 025	135 380	135 380	141 292	142 668	138 643	500	91 299	91 299	79 298	-	-	-	369 346	365 321	221 090
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	4 290 340	243 461	243 461	255 517	94 434	71 412	42 391	1 594 939	1 522 188	1 073 864	-	-	-	1 932 834	1 837 062	1 371 772
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	802 205	324 908	324 908	303 951	9 570	4 057	5 500	75 000	75 000	77 500	-	-	-	409 478	403 966	386 951
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	458 981	160 604	160 604	168 782	6 406	-	500	67 080	67 080	44 720	-	-	-	234 090	227 684	214 002
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	29 463 002	435 978	435 978	461 944	37 458	22 754	500	847 248	835 998	664 250	329 542	321 164	88 924	1 650 225	1 615 894	1 215 618
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	1 117 453	243 677	243 677	266 019	44 741	33 397	12 053	82 840	59 840	59 840	25 992	25 992	8 400	397 250	362 906	346 312
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	8 763 266	405 225	405 225	433 722	19 440	16 033	437	488 630	488 130	499 825	-	-	-	913 296	909 389	933 984
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 057 810	524 438	523 927	356 031	52 152	4 979	16 000	7 500	7 500	7 500	77 211	36 718	3 151	461 301	373 125	382 682
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	3 914 218	159 414	159 414	166 498	111 830	82 973	1 500	340 000	340 000	292 000	52 929	-	-	664 174	582 387	459 998
TOTAL GENERAL	384 383 284	58 561 944	58 558 730	58 908 126	19 894 841	17 288 399	16 833 381	28 688 020	25 672 404	26 664 809	3 853 088	3 342 587	2 102 536	110 997 893	104 862 120	104 508 852

Signature